

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie
Unité départementale des Yvelines

Arrêté portant mise en demeure n° 41473 - 2017
Société TAIS à Carrières sur Seine

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 novembre 2013 autorisant la société TAIS à exploiter des installations de réception et de broyage de papiers, situées ZI des Amandiers, 21/27 rue des Entrepreneurs à Carrières sur Seine ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement faisant suite à la visite site du 25 janvier 2017 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 février 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement;

Vu le courriel du 24 février 2017 et le courrier reçu le 6 mars 2017 par lesquels l'exploitant émet des observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 14 février 2017 ;

Considérant que les éléments apportés ne répondent pas en l'état au projet d'arrêté de mise en demeure transmis le 13 février 2017 ;

Considérant les constats effectués au cours de l'inspection du 25 janvier 2017 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il n'a pas dépassé en 2016 les 21 tonnes/jour de déchets traités autorisés ;

Considérant que l'exploitant n'a pas porté à connaissance du préfet des Yvelines les modifications apportées à l'exploitation et n'a pas transmis une mise à jour des études d'impact et de danger ;

Considérant que l'exploitant n'a pas retiré les équipements de la chaîne de traitement de déchets qui ne sont plus utilisés dans le process ;

Considérant que l'exploitant n'a pas mis en place une zone libre de 10 m entre la cellule et les bureaux, clairement identifiée et sans aucun stockage ;

Considérant que l'exploitant n'a pas justifié d'une vérification des moyens de lutte contre l'incendie faite en 2016 ;

Considérant que l'inspection a constaté que l'exploitant ne peut confiner sur le site les 207m³ de confinement d'eaux d'extinction prescrit dans l'arrêté d'autorisation du 26 novembre 2013 ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 1.1, 1.3.1, 1.5.1, 1.5.2, 1.5.3, 7.2.1, 7.2.5, 7.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 2013 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TAIS de respecter les prescriptions des articles susvisés de l'arrêté préfectoral d'autorisation, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Arrête :

Article 1 : La société TAIS, dont le siège social est 26, avenue des Champs Pierreux à Nanterre, est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé ZI des Amandiers, 21/27 rue des Entrepreneurs à Carrières sur Seine de respecter dans un délai de 3 mois les dispositions des articles 1.1, 1.3.1, 1.5.1, 1.5.2, 1.5.3, 7.2.1, 7.2.5, 7.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013330-0004 du 26 novembre 2013 et notamment de :

- transmettre le bilan annuel des déchets 2016 en indiquant les volumes journaliers et mensuels de déchets traités dans son installation ,
- porter à connaissance de monsieur le préfet des Yvelines les modifications apportées à l'exploitation,
- transmettre une mise à jour des études d'impact et de danger,
- faire enlever les équipements de la chaîne de traitement de déchets qui ne sont plus utilisés dans le process,
- mettre en place une zone libre de 10 m entre la cellule et les bureaux clairement identifiée et sans aucun stockage,
- réaliser une vérification de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que des détecteurs incendie et transmettre les justificatifs de bon état de marche de ceux-ci à l'inspection des installations classées,
- réaliser des travaux pour pouvoir confiner les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société TAIS et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture,
- Monsieur le sous-préfet de Saint Germain-en-Laye,
- Monsieur le maire de la commune de Carrières sur Seine,
- Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **15 MARS 2017**

Pour le préfet et par délégation
L'adjointe au chef de l'unité départementale
des Yvelines


Marion RAFALOVITCH